

***LE RESEAU TRAFIC A.Q.KAHN :
UN NOUVEAU MODE DE PROLIFERATION ?***

**Mémoire de géopolitique
du chef d'Escadrons Rémi CHASSAING
dans le cadre du séminaire sur « La prolifération des armes de destruction massive et la lutte
contre celles-ci»**

Directeur : Monsieur Bruno DUPRE

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le réseau trafic A. Q. KAHN : un nouveau mode de prolifération ?
2. 2006_memoire_geop_reseau trafic Kahn_Chassaing
3. Chef d'escadrons, armée de Terre, CHASSAING Rémi , France
4. 22 mars 2006
5. Division A – groupe 4
6. Mémoire de géopolitique
7. Prolifération, Pakistan, réseau, nucléaire, trafic, Iran, Corée du Nord, Libye.

**Le réseau trafic A. Q. KAHN :
un nouveau mode de prolifération ?**

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : UN RESEAU INTERNATIONAL STRUCTURE ET SOUTENU

La naissance d'un réseau lié au programme nucléaire pakistanais

Les trois principaux clients : l'Iran, la Corée du Nord et la Libye

**DEUXIÈME PARTIE: LES MOTIVATIONS DU DOCTEUR KAHN ET LES RESULTATS DE
CE NOUVEAU MODE DE PROLIFERATION**

Les principales motivations du docteur Kahn

Une prolifération réelle et étendue, issue d'une volonté personnelle et d'une politique d'Etat

Des armes difficiles à développer

**TROISIEME PARTIE: UN RESEAU DEMENTELE MAIS UNE PROLIFERATION NON
MAITRISEE**

Une volonté de lutter contre ce réseau

Un réseau effectivement démentelé

Un bilan contrasté

INTRODUCTION

Bien plus que l'officialisation, en 1998, de la capacité nucléaire de l'Inde et du Pakistan, la conjugaison de différentes crises conduit à s'interroger sur l'existence d'une véritable dynamique de la prolifération nucléaire, du fait de l'incapacité des instruments internationaux existants à faire obstacle, tant d'un point de vue politique que technique, à la volonté de certains Etats d'accéder à l'arme nucléaire.

Plusieurs pays ont avoué avoir développé des programmes d'armes de destruction massive (ADM) comme la Corée du Nord, le Pakistan, l'Iran, l'Irak ou la Libye. La prolifération des armes de destruction massive s'impose, avec le terrorisme, comme la préoccupation majeure en matière de sécurité internationale en ce début de siècle. Le Pakistan a joué un rôle majeur dans ce processus de prolifération par l'intermédiaire du docteur A.Q.Kahn, connu comme le « père de la bombe atomique pakistanaise ».

Malgré le démantèlement récent du réseau trafic A.Q.Kahn, ce dernier c'est révélé être un nouveau mode de prolifération qui a grandement contribué à aider certains pays à se doter d'armes de destruction massive.

Après une description et une historique de ce réseau international structuré, nous tenterons d'analyser quels furent les motivations de monsieur Kahn et les résultats de ce nouveau mode de prolifération. Enfin, nous verrons comment ce réseau fut démantelé mais que la prolifération qu'il a contribué à accroître est loin d'être totalement contenue.

PREMIÈRE PARTIE : UN RESEAU INTERNATIONAL STRUCTURE ET SOUTENU

Autrefois, les pays qui en menaçaient d'autres avaient besoin d'armées massives et de forces navales et aériennes puissantes. Durant la guerre froide, les Occidentaux vivaient sous la menace d'armes de destruction massive, mais étaient convaincus que les divers mécanismes de dissuasion mis en place faisaient de ces armes un outil de dernier recours. Ce qui a changé au XXI^e siècle c'est que, aux mains des terroristes, les armes de destruction massive sont devenues des armes de premier recours. Il devient de plus en plus facile de se procurer, de fabriquer, de dissimuler et de transporter certaines de ces armes terribles. Armés d'un simple flacon d'agent biologique ou d'une seule arme nucléaire, des petits groupes de fanatiques ou des Etats instables pourraient menacer de grandes nations, voire la paix dans le monde. Tout cela implique des changements de doctrine et de stratégie. Les doctrines conçues afin d'endiguer des empires, de dissuader des Etats agressifs et de vaincre des armées entières ne peuvent pas protéger complètement de cette nouvelle menace. Les pays occidentaux sont confrontés au risque d'une attaque au moyen de missiles balistiques armés d'armes de destruction massive. Il faut en outre des services de renseignement particulièrement efficaces et compétents pour gagner la guerre contre le terrorisme et stopper la prolifération des armes.

Le véritable enjeu consiste à éliminer ces menaces à la source. Il s'agit d'empêcher l'acquisition et la fabrication de ces armes et de bloquer leur transfert. L'une des sources de ces armes sont les régimes dangereux et fermés qui fabriquent des armes de destruction massive afin d'intimider leurs voisins et d'imposer leur volonté au monde. Ces pays constituent des défis divers et nécessitent donc des stratégies variées.

11. LA NAISSANCE D'UN RESEAU LIE AU PROGRAMME NUCLEAIRE PAKISTANAIS

111. La genèse du programme nucléaire pakistanais

Tout d'abord, il s'agit de revenir sur la genèse du programme nucléaire pakistanais, afin de bien comprendre le contexte dans lequel le réseau trafic A.Q. Kahn se situe.

Le projet pakistanais s'inscrit clairement comme opposé à celui de l'Inde et en réaction à ce dernier. Ayant connaissance les ambitions indiennes, les autorités pakistanaises vont suivre pas à pas les progrès de leur voisin et tout mettre en œuvre pour rattraper leur retard. Quelques années après New Delhi, Islamabad obtient des américains une aide directe à travers la livraison en 1960 d'un réacteur de recherche ; le

Pakistan Atomic Research Reactor (PARR-1). Le mauvais souvenir de la seconde guerre indo pakistanaise de 1971 qui tourne en la défaveur du Pakistan va conduire ce pays à accélérer son programme militaire. En 1971, il acquiert un réacteur canadien à eau lourde de 140 MW et, avec le soutien de la France et de la Belgique, construit une unité de retraitement du plutonium. Après l'essai indien de 1974, le Pakistan est davantage aidé par les pays européens avec notamment l'accès à leurs technologies de centrifugation.

A partir de 1975, les occidentaux cessent leur soutien dès que le Pakistan indique clairement son intention de ne pas rejoindre le régime international de lutte contre la prolifération. Néanmoins, les acquisitions secrètes de technologies se poursuivent, notamment en Europe, obligeant les occidentaux à mettre en place des systèmes de surveillance des exportations plus ou moins efficaces.

En 1979, grâce à l'invasion soviétique en Afghanistan et compte-tenu de sa position géostratégique décisive dans le conflit mené par l'URSS, le Pakistan parvient à retrouver du soutien. Les Etats-Unis mettent alors en place des programmes d'aide militaire avec la bénédiction de la Chine qui s'inquiète également de la pression soviétique. Pékin à partir de ce moment va développer un partenariat important avec Islamabad [1] et accompagner son accession à l'arme nucléaire qui se produit en 1985 avec une première série d'explosions. Le premier test réel intervient en 1998 en réponse à une nouvelle série de trois essais indiens.

112. Le Dr. Kahn : un des artisans de l'arme nucléaire pakistanaise

Voyons à présent qui est ce monsieur. Khan, connu dans le monde entier comme le père du programme d'armement nucléaire du Pakistan. Cependant, c'est exagérer considérablement le rôle de M. Khan que d'en faire le « père » de la Bombe pakistanaise, ou alors il faut rappeler que celle-ci a eu également une « mère », incarnée par Munir Ahmed Khan et la PAEC (Pakistan Atomic Energy Commission). L'histoire du programme nucléaire et balistique pakistanaise entre 1976 et 2001 est celle d'une relation complexe de rivalités entre deux hommes et deux institutions, qui a donné naissance à deux formules d'armes différentes, ainsi qu'à deux filières de missiles balistiques.

Né le 27 avril 1936 à Bhopal, aujourd'hui capitale de l'Etat indien du Madhya Pradesh, Abdul Qadeer Khan quitte son pays à l'âge de 16 ans, après avoir vécu de près la sanglante partition du sous-continent en 1947. Bhopal a une large population musulmane et reçoit beaucoup de réfugiés cherchant à échapper aux

¹ [1] « La Chine a en effet contribué, par le passé, à la prolifération nucléaire, notamment vers le Pakistan. Certains analystes doutent que son adhésion au TNP, en 1992, ait été immédiatement suivie d'une interruption de toute exportation. La Chine est aussi actuellement la seule puissance nucléaire reconnue à développer qualitativement et quantitativement son arsenal nucléaire, ce qui n'est guère compatible avec l'engagement de désarmement souscrit dans le cadre du TNP Rapport d'information du Sénat n° 388 de la session ordinaire 2003-2004 sur la Prolifération Nucléaire. p 24.

massacres généralisés. Il conserve chez lui une grande peinture murale de ce qui se veut le dernier train à avoir traversé la frontière, laissant derrière lui un cortège sanglant.

Quatre mois après la première explosion nucléaire indienne, en mai 1974, il écrit au premier ministre pakistanais Zulficar Ali Bhutto pour lui offrir ses services. Ce dernier n'a jamais caché sa volonté de faire jeu égal avec l'Inde, et sa comparaison est restée célèbre : "Si l'Inde construit la bombe, nous mangerons de l'herbe ou des feuilles, nous aurons même faim, mais nous en aurons une. Nous n'avons pas d'alternative, bombe atomique contre bombe atomique."

En janvier 1972, quelques mois après son ascension au pouvoir, M. Bhutto convoque à Multan une conférence des scientifiques pakistanais avec pour objectif de construire la bombe. Il promet de leur fournir toutes les facilités et l'argent nécessaires pour obtenir ce qu'il appelle déjà "la bombe islamique". Grâce aux revenus pétroliers, les Etats arabes comme l'Arabie saoudite ou la Libye n'hésitent pas à apporter leur soutien financier. Dans un discours mémorable, le fameux colonel Mouammar Kadhafi affirme, enthousiaste, à l'issue du sommet islamique de Lahore en 1974 : "Nos ressources sont les vôtres."

Abdul Qadeer Khan observe les choses depuis les Pays-Bas. Il a fait du chemin depuis son arrivée à Karachi et sa licence de sciences à l'université de la même ville. Après avoir appris l'allemand dans le but de poursuivre des études à l'étranger, il est parti à Berlin, puis a passé une maîtrise d'ingénierie à l'université de technologie de Delft, en Hollande, ainsi qu'un doctorat d'ingénierie en métallurgie physique à l'université de Louvain, en Belgique. Il travaille, depuis 1972, avec le consortium anglo-germano-hollandais Urenco, qui gère une usine d'enrichissement d'uranium à Almelo, aux Pays-Bas.

Son offre est immédiatement acceptée par Zulficar Ali Bhutto qui le fait rentrer et n'hésite pas à lui donner, en juillet 1976, le contrôle total de l'Engineering Research Laboratory (ERL), laboratoire qui travaille sous la supervision de l'Agence pakistanaise de l'énergie atomique (PAEC). Cependant, Abdul Qadeer Khan veut son indépendance et n'hésite pas à dénigrer par écrit ses collègues, qu'il fait écarter pour avoir sa propre équipe. L'homme déborde d'ambition, sait ce qu'il veut et comment y arriver. "Il a apporté avec lui une centrifugeuse désaffectée, des plans, les noms de compagnies qui fournissent le matériel à Urenco, de la technologie", raconte Shahid-ur Rahman, auteur d'un livre sur le programme nucléaire pakistanais.

En 1976, le Dr Khan veut aller vite et décide d'acheter tout ce qui est possible sur le marché et de ne fabriquer localement qu'en dernier ressort. Ses équipes sillonnent le monde pour faire leurs achats et des compagnies écrans sont créées au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Quand les ambassades occidentales arrêtent de délivrer des visas aux scientifiques pakistanais, les directeurs des compagnies européennes ou

américaines sont invités en Turquie, à Dubaï, à Singapour ou à Hongkong pour discuter de contrats lucratifs.

"J'ai pleinement profité de la volonté des compagnies occidentales de faire des affaires" affirmera un jour le Dr Khan dans une interview. Personne, alors, ne cherche à savoir comment il opère. Il est d'autant plus autonome que son projet progresse rapidement. En 1980, le laboratoire du Dr Khan a déjà mille centrifugeuses. Impatient, il accuse une nouvelle fois ses collègues de l'Agence atomique (PAEC) de ne pas lui fournir le gaz nécessaire à l'enrichissement de l'uranium. Il se rendait tous les jours chez le général Zia ul-Haq pour dénoncer Munir Ahmad Khan, directeur de la PAEC.

Le général Zia, qui a renversé Ali Bhutto, est également impatient d'avoir la bombe. En 1981, Zia récompense Abdul Qadeer Khan pour sa première production d'uranium enrichi en donnant au laboratoire, installé à Kahuta à 40 kilomètres d'Islamabad, le nom de "Khan Research Laboratory" (KRL), qu'il a conservé. En 1984, le Dr Khan teste à froid sa première bombe, quelques mois après un test similaire opéré par la PAEC, à qui le général Zia a aussi donné l'ordre de développer la bombe.

Le Dr Khan, qui jouit déjà dans l'establishment pakistanais de la plus haute estime (il est le citoyen le plus décoré du pays), continue son ascension avec la direction du programme de ce missile. Alors que la PAEC se rend en Chine pour obtenir le missile M. 11, qui deviendra au Pakistan le "Shaheen", Abdul Qadeer Khan va en Corée du Nord, où il obtient le "Nodong", qui devient le "Ghauri". C'est à cette occasion qu'il aurait livré des équipements et de la technologie nucléaire à Pyongyang. "La priorité est d'avoir un missile, personne ne regarde à quel prix", affirme un ex-général. Le Ghauri, avec une portée annoncée de 1 500 km, est testé le 6 avril 1998. C'est une nouvelle heure gloire pour le Dr Khan, environ sept semaines avant les tests nucléaires de mai. Il est vrai qu'Abdul Qadeer Khan sait se vendre et dépense beaucoup pour construire son image. "Il m'a offert de l'argent, des voyages en Europe, une maison, juste pour me faire écrire sur lui ce qu'il voulait", raconte un journaliste pakistanais qui a refusé l'offre. Certains n'ont pas eu les mêmes scrupules, et aujourd'hui beaucoup sont interrogés sur les largesses reçues. Selon un officiel pakistanais cité par le quotidien The News, le Dr Khan aurait dépensé, depuis 1988, environ 1 million d'euros pour financer des événements médiatiques destinés à promouvoir son image de père de la "bombe islamique".

Au lendemain des six explosions nucléaires de mai 1998 (dont cinq provenaient de la PAEC et une seulement de KRL), le professeur Samar Mubarakmand, de la PAEC, est accueilli comme un héros. Le Dr Khan, de son côté, déploie tous ses contacts médiatiques pour recueillir les fruits de ce succès. Lors d'une conférence de presse mouvementée, ses aides multiplient les offres d'anecdotes à la gloire de leur patron.

Le Dr Khan a aussi financé largement des œuvres charitables, des instituts éducatifs et, bien sûr, ses amis. "Sur une simple lettre d'appel à l'aide, il m'a offert un local à Islamabad pour abriter mon organisation", raconte un responsable d'une ONG qui n'a aucun lien avec le Dr Khan.

Ce dernier a sa propre ONG, « Sachet » (Société pour l'avancement de la santé, l'éducation et la formation des communautés), qu'il a beaucoup financée. « Sachet » était, il est vrai, dirigée par la deuxième femme du Dr Khan, Rakhshinda Perveen, dont il a divorcé en octobre 2003. Celle-ci, qui n'a pas pour l'instant réapparu à son domicile et qui serait interdite de sortie du Pakistan, avait pour habitude de se rendre tous les mois à Dubaï. C'est là qu'ils se rencontraient, car le Dr Khan ne venait jamais chez elle à Islamabad. Le Dr Khan est marié, depuis son séjour aux Pays-Bas, à Hendrina, une Néerlandaise de passeport britannique (parce que née en Zambie), dont il a deux filles, Dina et Aisha. Selon les enquêteurs pakistanais, le Dr Khan se serait rendu quarante-quatre fois à Dubaï en quatre ans. Lors de son interrogatoire, il aurait reconnu posséder dans l'émirat un compte en banque sous l'identité d'un prête-nom.

113. Un réseau trafic international

Ce qu'on ignorait et qui a été rendu public récemment, c'est que le docteur Kahn était aussi à la tête d'un vaste réseau international appuyant la prolifération du savoir-faire en matière de technologies nucléaires. Depuis des années, les experts et les services de renseignement occidentaux le soupçonnaient de se trouver au cœur d'un réseau de prolifération nucléaire. Or la vérité dépasse leurs estimations les plus alarmistes.

Pendant des dizaines d'années, M. Khan a gardé son emploi de fonctionnaire, touchant un salaire modeste. Cependant, ses complices et lui s'enrichissaient grâce à la vente de technologies et d'équipement nucléaires à des régimes dévoyés situés de l'Afrique du Nord à la Péninsule coréenne. Pour sa part, M. Khan menait ses activités à partir du Pakistan. Il était le directeur du réseau, son principal cerveau scientifique, et aussi son principal vendeur.

Selon les constatations faites par l'AIEA à la suite des informations fournies par la Libye, le Dr Khan constituait la tête du réseau, d'où provenait le savoir-faire technologique, la livraison des équipements et de certaines matières faisant intervenir plusieurs intermédiaires jouant le rôle de coordinateurs en sous-traitant la fabrication à des tiers dans d'autres pays. L'AIEA a souligné que la chaîne d'approvisionnement faisait usage de faux certificats d'utilisateur final, si bien que dans certains cas, le fournisseur d'origine pouvait ne pas connaître la véritable utilisation finale des équipements et matières.

Abdul Qadeer Khan a exporté deux choses différentes : d'une part, du savoir-faire, y compris pour ce qui

concerne la militarisation des charges, et d'autre part de la technologie, notamment celle de l'enrichissement de l'uranium par centrifugation. Au cours des dix dernières années, il s'est déplacé à maintes reprises pour avoir des consultations avec ses clients et pour vendre son savoir-faire. Ses complices et lui ont vendu des plans de centrifugeuses pour enrichir l'uranium ainsi que d'autres plans liés au nucléaire appartenant au gouvernement pakistanais. Le réseau a vendu de l'hexafluorure d'uranium, un gaz que le processus de centrifugation peut transformer en uranium enrichi pour bombes nucléaires.

De plus, à l'automne 2001, suite aux attentats du 11 septembre, lorsque la guerre est déclenchée en Afghanistan, les Américains font arrêter par les autorités pakistanaises trois physiciens nucléaires, retraités depuis 1999 du centre de Kahuta, où se traitent le nucléaire et la balistique pakistanaise. Ils étaient accusés d'être en relation avec les Taliban voire avec Ben Laden, dans le cadre de transferts de technologies sensibles. Ces trois personnes siégeaient au conseil des directeurs d'une ONG islamiste, servant de couverture à des activités absolument pas caritatives. Le Pakistan apparaît ici comme un foyer de prolifération.

A. Q. Khan n'a pas ouvert un « supermarché » de la technologie nucléaire, comme le dit Mohammed El-Baradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), mais une « maison d'import-export ». Il a bénéficié dans son entreprise de soutiens et de trois relais principaux. Tout d'abord, M. Kahn avait un adjoint qui s'appelle B.S.A. Tahir et qui était directeur de la société SMB computers, une entreprise de Dubaï. Il s'est servi de cette société d'informatique pour couvrir les activités de prolifération du réseau d'A.Q. Khan. M. Tahir était à la fois le principal responsable financier du réseau et celui qui blanchissait les fonds. Il était aussi son agent d'expédition, utilisant son entreprise d'ordinateurs pour couvrir l'envoi de pièces de centrifugeuses à divers clients. Il a ordonné à l'usine de Malaisie de produire ces pièces selon les plans pakistanais, et a ensuite ordonné à l'usine d'envoyer les éléments à Dubaï. Il a aussi fait en sorte que des pièces achetées par d'autres acheteurs européens transitent par Dubaï afin d'être expédiées à d'autres clients. De plus, le réseau de Khan comportait deux relais principaux qui lui ont permis de faciliter ses activités de prolifération: d'une part, les Émirats arabes unis, d'autre part, pour augmenter leurs bénéfices, M. Khan et ses complices ont eu recours à une usine en Malaisie pour fabriquer des pièces importantes de centrifugeuses. D'autres pièces essentielles ont été achetées par le truchement d'agents attachés à des réseaux situés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Pour ces intermédiaires, le commerce des techniques du nucléaire était un moyen de s'enrichir rapidement, et ils ont créé des sociétés de façade pour amener des entreprises légitimes à leur vendre des matériaux étroitement contrôlés.

12. LES TROIS PRINCIPAUX CLIENTS : LA COREE DU NORD, L'IRAN ET LA LIBYE

121. La Corée du Nord

A l'automne 2002, la Corée du Nord reconnaissait conduire un programme nucléaire clandestin à finalité militaire, avant de procéder à l'expulsion des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique puis d'annoncer, en janvier 2003, son retrait du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La nature des transferts qui ont permis à la Corée du nord, petit à petit, avec des efforts de très longue durée, d'arriver à certains résultats en matière de nucléaire, amène à parler du Pakistan, car c'est le plus récent et le plus évident des pays continuant à aider la Corée du nord dans ce domaine. On peut se demander la raison de l'échange de technologies balistiques contre des technologies nucléaires. En effet, ce sont deux inconnus qui ont a priori très peu d'interactions et de points communs, sinon une communauté d'intérêts, de situations stratégiques par rapport à un adversaire plus fort, et qui échangent donc leur projet de prolifération. Ce qui est étonnant dans l'échange Pakistan-Corée du nord, c'est que le Pakistan se trouve être un allié des Etats-Unis depuis le 11 septembre. D'autre part, la Corée du nord est partagée entre des activités qui sont strictement interdites et d'autres activités comme l'exportation de missiles balistiques qui sont certainement très déstabilisantes mais qui ne contreviennent pas au droit international, celui-ci étant de toute façon imparfait. Au regard du droit international, la situation de la Corée du nord est donc très épineuse.

122. L'Iran

A l'automne 2002, des révélations de mouvements d'opposition permettaient de mettre à jour, en Iran, d'importantes activités nucléaires non déclarées, justifiant la saisine de l'AIEA et l'envoi d'inspecteurs sur le terrain, à la suite d'une médiation européenne. Ce sont des mouvements d'opposition qui ont révélé l'existence de sites, à Arak, Ispahan et Natanz, non déclarés à l'AIEA et sur lesquels ne pouvait donc s'exercer aucun contrôle. Depuis qu'elle a étendu ses investigations, l'AIEA a constaté que l'Iran conduisait un grand nombre d'activités non-déclarées : conversion de l'uranium, fabrication d'installations d'enrichissement, irradiation de combustible. Il a été prouvé par la suite que le docteur Kahn avait largement contribué à l'aide que le Pakistan a apporté à l'Iran pour développer son programme nucléaire.

123. La Libye

En annonçant fin décembre 2003 son renoncement aux programmes d'armes de destruction massive, la Libye dévoilait l'existence d'activités nucléaires insoupçonnées ainsi que le rôle d'un réseau international clandestin procurant des technologies et des matières nucléaires, au centre duquel se trouvait le docteur Abdul Qadeer Khan, « père » de l'arme nucléaire pakistanaise. Ce pays conduisait aussi un programme totalement insoupçonné de l'AIEA et de la communauté internationale. Pas moins de douze sites étaient impliqués dans son programme nucléaire sans avoir été déclarés à l'AIEA, qui n'en avait donc pas connaissance, pas plus qu'elle n'était informée de l'importation de certaines matières nucléaires, d'activités de conversion et d'irradiation d'uranium et de l'existence d'installations de centrifugation.

124. Les autres pays contactés

Enfin, on peut se demander quelles furent les autres pistes explorées puis abandonnées par le Pakistan dans la prolifération ? Depuis le début, il y a l'idée du côté pakistanais que cette bombe atomique devait être une « bombe islamique ». Cela peut expliquer que des princes arabes, saoudiens fassent partie des visiteurs réguliers du centre de Kahuta qu'ils financent largement. Au-delà, il y a eu un lien avec le régime de Bagdad au début des années 1990, et ce lien avait une dimension nucléaire.

Ce contexte plus large confirme l'idée que le Pakistan est la puissance nucléaire proliférante par excellence.

DEUXIEME PARTIE : LES MOTIVATIONS DU DR. KAHN ET LES RESULTATS DE CE NOUVEAU MODE DE PROLIFERATION

21. LES PRINCIPALES MOTIVATIONS DU DOCTEUR KAHN ?

Les motivations du docteur Khan étaient complexes et évolutives, et ne peuvent être réduites à un seul facteur. Elles font en tout cas apparaître clairement une grande clémence de l'état pakistanais dans ces activités de prolifération. De plus, au-delà de la volonté du Dr Kahn d'aider des pays amis à obtenir les technologies nucléaires, il semble bien qu'il était animé d'un orgueil démesuré et d'un grand désir de s'enrichir.

211. Assurer la légitimité de son rôle

La motivation première semble avoir été d'assurer la légitimité de son rôle dans l'édification de la force nucléaire pakistanaise ; en effet, les transferts réalisés étaient parfois la contrepartie directe ou indirecte d'importations en direction du Pakistan, comme on a pu le constater des échanges réalisés avec la Corée du Nord.

212. L'enrichissement personnel

Deuxième motivation, qui a pris davantage d'importance au fil du temps : l'enrichissement personnel. Connues des autorités pakistanaises au moins depuis 2000, à la suite d'un audit effectué au laboratoire KRL, les irrégularités financières du Dr Khan se montent à plusieurs millions de dollars. "Depuis vingt-cinq ans, le Dr Khan a manié entre 5 et 10 milliards de dollars, et personne ne lui a demandé de comptes", affirme un connaisseur du programme nucléaire. "Chacun sait qu'il payait parfois deux fois le prix des équipements dont il avait besoin, mais il affirmait que c'était la rançon pour les obtenir, et personne ne disait rien."

Visiblement le Dr Khan ne faisait pas de différence entre l'argent de KRL et son argent personnel. "Il a toujours agi pour le pouvoir, l'argent, la gloire", dit de lui le professeur A. H. Nayyar, physicien. Le pouvoir, il l'avait à KRL et bien au-delà, tant il s'était rendu indispensable. Mégalomane, il circulait depuis très longtemps avec une escorte et un convoi plus impressionnant que celui du chef de l'Etat. Invité d'honneur de multiples galas de charité et de séminaires divers, son arrivée ne passait jamais inaperçue. L'homme est entier, dans ses amitiés comme dans ses haines. "Pour ses amis, rien n'était trop beau, raconte l'un d'eux, et il pouvait même vous donner une maison. Mais, de la même façon, son hostilité à l'égard de ses ennemis était extrême, et il n'avait de cesse d'essayer de les détruire", ajoute-t-il. Cette attitude explique pour une large part la duplication très onéreuse du programme nucléaire pakistanaise entre KRL et la PAEC. Généreux, l'homme ne s'est toutefois pas oublié et a su favoriser ses proches. Son ex-gendre, Noman Shah, est devenu par la grâce de son union avec Dina, dont il a rapidement divorcé, un très riche associé des fructueuses affaires de KRL. Le Dr Khan lui-même, sur son seul nom, a obtenu des permis de construire pour des terrains normalement inconstructibles, sur les bords du lac Rawal, où il s'est fait bâtir une superbe villa. Il en posséderait une demi-douzaine d'autres à Islamabad, bien qu'il soit difficile de savoir ce qui appartient à KRL ou à son fondateur. Le père de la bombe serait aussi associé à diverses affaires, comme un hôtel, un restaurant chinois et un bowling à Islamabad. Selon l'enquête officielle, il a aussi un hôtel à Tombouctou, au Mali, qui porte le nom de sa femme, le Hendrina Khan Hotel.

213. Une aide à d'autres pays musulmans

Enfin, troisième élément important, la volonté plus ou moins diffuse de la part de Khan de voir d'autres pays musulmans accéder au nucléaire, non seulement par idéologie, car il était connu pour ses sympathies islamistes, et dans une logique de « retour d'ascenseur » (le colonel Kadhafi fut un grand bienfaiteur du Pakistan) mais aussi, à n'en pas douter, pour consolider encore un peu plus son propre ego. Jusqu'à aujourd'hui, le scientifique refuse de reconnaître ses "emprunts" à Urenco, pour lesquels il a été condamné par contumace aux Pays-Bas, en 1983, à quatre années de prison, avant que le jugement soit annulé en appel deux ans plus tard pour vice de forme. Il reconnaît simplement avoir apporté quelques composants. Cette expérience lui laisse un goût amer et il accusera souvent l'Occident de vouloir monopoliser à son seul profit la technologie nucléaire. Ses transferts à l'Iran, à la Corée du Nord, à la Libye s'inscrivent sans doute aussi dans sa volonté et son orgueil de prouver à l'Occident qu'il pouvait briser son monopole. Nationaliste intransigeant, il n'est pas, pour ses amis, un islamiste militant. "Il est marié à une étrangère, ses filles ne portent pas le voile, et il ne s'est jamais caché d'apprécier à l'occasion un peu d'alcool", assure l'un d'eux.

22. UNE PROLIFERATION REELLE ET ETENDUE ISSUE D'UNE VOLONTE PERSONNELLE ET D'UNE POLITIQUE D'ETAT

Tout d'abord, M. Khan et ses complices ont fourni à la Corée du Nord, à l'Iran et à la Libye les plans d'anciennes centrifugeuses pakistanaises, ainsi que les plans de modèles de centrifugeuses plus sophistiquées et plus efficaces. Le réseau a fourni à ces pays d'autres éléments de centrifugeuses, et dans certains cas, des centrifugeuses entières.

La question essentielle est également de savoir si les transferts réalisés relevaient d'une initiative personnelle ou d'une politique de l'État. Ici encore, la réponse n'est pas simple, mais l'on peut dire un peu des deux, et avec des dosages différents selon les cas. Les transferts effectués par Khan recouvrent en effet plusieurs cas de figure différents.

221. Des « échanges » avec la Corée du Nord

Tout d'abord, l'échange de bons procédés avec la Corée du Nord, « nucléaire contre balistique », a très probablement été effectué au vu et au su de l'ensemble des autorités pakistanaises, y compris Mme Bhutto et M. Sharif. Aucun élément de solidarité islamique ici, mais plutôt le besoin pour le Pakistan de garantir la continuité de la filière balistique à carburant liquide (missiles Ghauri).

Voyons à présent la chronologie de la filière nucléaire et balistique nord-coréenne, avant d'en chercher les explications politiques et géopolitiques. En octobre 2002, les Etats-Unis font part aux Nord-coréens des preuves dont ils disposent de la relance de leur programme nucléaire. Le vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen admet les faits et l'existence depuis trois ans d'un programme nucléaire fondé sur l'uranium enrichi. Le Pakistan est désigné comme le pays fournisseur des technologies. L'affaire remonte en fait au début des années 1990, lorsque la situation du Pakistan est inverse de celle de la Corée du Nord : Islamabad acquiert la maîtrise du nucléaire, mais n'a pas les vecteurs pour frapper à distance, au moment où l'Inde développe toute une batterie de missiles, ce qui inquiète le Pakistan. Les vecteurs dont ce dernier a besoin pour se protéger ne peuvent être trouvés auprès de la Chine, fournisseur déjà ancien car elle est de plus en plus réticente à poursuivre sa collaboration. La Chine oriente le Pakistan vers un autre fournisseur, la Corée du Nord, dans les années 1992-1993. Cette hypothèse est renforcée par la première des treize visites que le père de la bombe nucléaire pakistanaise A. Q. Khan effectue en Corée du nord en 1993. La deuxième date qui semble ensuite confirmer l'échange est 1997-1998. Il y a là une concordance frappante, car le programme d'enrichissement de l'uranium en Corée du Nord et, en avril 1998, l'essai balistique pakistanaise avec le missile « Ghauri », une réplique du « No-Dong » nord-coréen, datent de la même période. L'essai balistique pakistanaise précipite l'essai nucléaire indien, auquel répond l'essai nucléaire pakistanaise. C'est la balistique qui enclenche la course aux essais nucléaires entre les deux pays. Non seulement le « Ghauri » ressemble au « No-Dong », mais il est testé au-dessus de zones habitées, prouvant qu'il avait déjà dû être testé auparavant. Des Nord-Coréens auraient assisté à l'essai nucléaire pakistanaise. Pyongyang cherchant à relancer un programme nucléaire; le Pakistan avait les moyens de l'y aider en lui donnant accès aux technologies de ses centrifugeuses à gaz, le Pakistan avait la maîtrise de la technologie nucléaire mais pas les vecteurs, d'où la négociation avec la Corée du Nord.

Au-delà de la chronologie, quelles sont les raisons profondes de cet échange? Tout d'abord, le Pakistan est le candidat par excellence à la prolifération nucléaire. Ce pays se sent menacé par l'Inde, aux armements d'une sophistication croissante et dont l'avance technologique est maintenant avérée, notamment dans le domaine balistique. L'indépendance indienne dans le domaine stratégique inquiète en permanence les Pakistanais, qui sont donc prêts à tout pour rattraper leur retard. En outre, le Pakistan traverse une crise économique majeure depuis des années, alors même que le budget militaire incompressible se maintient à 40 % du budget de l'Etat, soit plus de 5% du PNB. Cette demande de financement considérable peut expliquer des ventes proliférantes.

Troisièmement, dans les années 1990, le Pakistan s'enfonce dans un isolement diplomatique sans précédent. Il est au ban des nations à la fin de la décennie, à cause de ses liens avec les Taliban, des essais nucléaires de 1998 et du coup d'Etat de Moucharaff en octobre 1999. Tout ceci peut créer des liens avec d'autres Etats dans une situation critique vis-à-vis de la communauté internationale. L'isolement diplomatique est une condition favorable à la relation que le Pakistan va nouer avec la Corée du nord.

Quatrième et dernier facteur, pour le Pakistan lui-même, le nucléaire est quelque chose qui se vend, qui transite, qui se transfère. Le Pakistan est probablement la seule puissance nucléaire ayant acquis sa technologie à l'extérieur, avec des faits d'espionnage avérés, aux Pays-Bas par exemple, mais aussi avec l'appui chinois. La technologie acquise à l'extérieur par tous les moyens possibles doit pouvoir être revendue à l'extérieur.

222. Une coopération en trois temps avec l'Iran

La question des transferts vers l'Iran est beaucoup plus complexe. Il reste difficile de savoir quel était le degré d'implication des différents responsables pakistanais dans les décisions relatives au partage de la technologie nucléaire avec l'Iran. Mais le rôle central dans cette affaire du général Mirza Aslam Beg, adjoint, puis chef d'état-major de l'Armée de terre à partir d'août 1988, ne fait aucun doute. Il semble qu'il faille distinguer trois temps.

D'abord, une coopération limitée s'est mise en place, sans doute approuvée par le général Zia. La coopération entre les deux pays semble avoir commencé en 1987, avec la négociation à Dubaï de la vente de schémas de centrifugeuses P-1, du diagramme schématique d'une usine d'enrichissement, et de pièces détachées pour une machine P-1. Zia avait semble-t-il autorisé l'établissement de la coopération entre les deux pays, mais ne souhaitait pas que les transferts vers l'Iran aillent trop loin. De son côté, Khan laissait apparemment entendre aux autorités militaires que les transferts avaient une importance limitée, car ils ne concernaient selon lui que des matériels obsolètes et usagés.

Dans un second temps, les deux parties auraient envisagé une coopération plus complète, sous l'influence du général Beg mais au vu et au su des autorités civiles. Il est possible que Khan ait pris une initiative personnelle et aurait été, ensuite seulement, encouragé dans son entreprise par le général Beg lors de l'accession de ce dernier au poste de chef d'état-major de l'Armée de terre en août 1988. Le général Beg a nié avoir approuvé ces transferts, mais a confirmé l'étendue des discussions entre Téhéran et Islamabad à l'époque. Selon lui, les contacts auraient été pris à l'initiative de l'Iran, et sans fermer la porte, lui-même et Mme Bhutto renvoyaient constamment leurs interlocuteurs iraniens à l'autre partie.

Dans un troisième temps, les deux pays auraient entamé une coopération plus poussée, appuyée sur une convergence d'intérêts politiques. La coopération nucléaire pakistano-iranienne était parfaitement cohérente avec les choix stratégiques du général Beg. Ce dernier s'opposait en effet à la participation du Pakistan à l'opération contre l'Irak et souhaitait établir un véritable partenariat avec l'Iran pour se protéger des États-Unis. Plusieurs anciens membres du premier gouvernement de M. Sharif (novembre 1990-juillet 1993) ont confirmé, séparément, qu'en 1991, le général Beg s'efforçait de convaincre M. Sharif d'entreprendre une coopération nucléaire de grande ampleur avec l'Iran. Il est difficile de savoir ce qu'il est advenu exactement de ces projets. Ce qui est clair, c'est que la coopération envisagée entre les deux pays ne concernait pas seulement le nucléaire mais aussi les armes conventionnelles et sans doute le pétrole. Dans le domaine nucléaire, rappelons que les transferts connus concernent notamment des schémas de centrifugeuses P-1 et P-2, ainsi que 500 centrifugeuses P-1 usagées en pièces détachées livrées en 1994-1995. Des informations semblent également avoir été transmises à l'Iran pour la militarisation des charges. On notera également la troublante similitude qui existe entre les plans du réacteur iranien d'Arak et le réacteur pakistanais de Khushab. Il est en tout cas permis de croire que le second transfert avéré de technologie nucléaire du Pakistan vers l'Iran, sous le deuxième gouvernement de Mme Bhutto (octobre 1993-novembre 1996), a été réalisé avec la pleine connaissance des autorités civiles.

223. Le rôle clé du Dr Kahn dans les échanges avec la Libye

Les transferts très importants de technologies nucléaires vers la Libye en provenance du Pakistan ont été prouvés. Au Pakistan, il y a eu une réorganisation progressive et une réelle reprise en main du programme nucléaire qui s'étale entre 1998 et 2001, avec notamment la mise au pas des laboratoires, qui disposaient d'une très grande latitude d'action, et la restructuration en profondeur de la « Nuclear Command Authority ». A. Q. Khan avait ainsi été mis à la retraite d'office par le général Moucharraf dès mars 2001. Plusieurs explications existent quant aux motivations de cette décision. Des responsables de l'administration Bush affirment que c'était à la demande des États-Unis, inquiets des activités du réseau. Mais il est possible qu'elle ait été prise par Moucharraf de sa propre initiative. De nouvelles instructions quant aux déplacements à l'étranger de Khan avaient en effet été données, et Khan semble ne pas les avoir respectées. Enfin, habitué à une liberté de manœuvre quasiment totale, y compris sur le plan financier, il désapprouvait la consolidation de l'appareil décisionnel du pays dans le domaine nucléaire décidée cette année-là. Quoi qu'il en soit, le fait est que les transferts vers la Libye ont été poursuivis après sa mise à la retraite. Il y a donc deux possibilités : soit Khan poursuivait ses activités après mars 2001, même en étant

désormais surveillé, soit d'autres personnalités disposaient des moyens ou de l'autorité nécessaires pour poursuivre les échanges. La première explication est sans doute la plus convaincante, car Khan avait sans doute persuadé les autorités pakistanaises de son rôle irremplaçable dans la gestion des importations de technologies nécessaires au programme pakistanais.

23. DES ARMES DIFFICILES A DEVELOPPER

C'est un mythe qui a la vie dure : grâce aux documents que l'on trouve sur Internet, il serait devenu possible de bricoler une arme chimique et une bombe atomique dans sa propre maison. La réalité est heureusement plus compliquée.

En mobilisant ses moyens de grande puissance scientifique et industrielle, la France a mis six ans (1954-1960) pour construire sa bombe. Et il s'est encore écoulé quatre ans avant que le premier escadron de Mirage IV A, vecteur de la force de frappe, ne soit déclaré opérationnel. Malgré une importante aide chinoise, il a fallu plus de vingt-cinq ans au Pakistan pour parvenir à faire exploser une bombe, en 1998. C'est l'évidence : produire une arme nucléaire est une procédure extrêmement complexe. Il ne suffit pas de posséder de l'uranium hautement enrichi ou du plutonium, ce qui n'est d'ailleurs pas une mince affaire. Il faut aussi avoir à sa disposition des spécialistes en métallurgie, en détonique, en connectique, capables de construire l'arme pour qu'elle explose de telle façon que la réaction nucléaire se déclenche. Sinon, ce ne serait qu'une vulgaire bombe. Et il ne s'agit pas seulement de réussir une expérience de laboratoire, mais aussi de savoir durcir l'engin pour qu'il résiste à son transport dans l'ogive d'un missile ou sous un avion.

Huit pays au monde savent le faire, pas un de plus, jusqu'à preuve du contraire : les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, Israël, l'Inde et le Pakistan. La preuve de l'existence de la bombe, c'est qu'elle explose. A l'exception d'Israël qui a peut-être testé une arme avec les Sud-Africains et bénéficié, un temps, de l'expertise française, les puissances nucléaires procèdent toujours à des essais. Pour prouver qu'elles maîtrisent vraiment la technologie. Sinon, les plus grands doutes seraient permis. On sait avec certitude que la Corée du Nord possède suffisamment de matière fissile pour construire plusieurs armes. Mais rien ne prouve qu'elle sache les assembler. L'Iran semblait en être encore loin, lorsqu'il a accepté, en 2003, des contrôles plus stricts de la part de l'AIEA. Il pourrait posséder cette arme d'ici une dizaine d'années s'il poursuit son programme nucléaire militaire en 2006. Quant à l'Irak, ses capacités, qui avaient été bonnes, n'étaient plus que résiduelles à la veille de l'offensive américaine et ont été réduites à néant depuis cette deuxième guerre du Golf.

TROISIEME PARTIE: UN RESEAU DEMENTELE MAIS UNE PROLIFERATION NON MAITRISEE

31. UNE VOLONTE DE LUTTER CONTRE LE RESEAU A.Q.KAHN

Devant la faible efficacité du Traité de Non Prolifération Nucléaire (TNP) et face à l'étendue de la prolifération engendrée par le réseau A.Q.Kahn, les autorités internationales sous l'impulsion des Etats-Unis se sont mobilisées pour endiguer ce fléau grâce à l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération (ISP)

311. La faible efficacité du TNP

Entré en vigueur le 5 mars 1970 pour une durée de 25 ans, le Traité de Non Prolifération Nucléaire (TNP) a été prorogé indéfiniment en 1995. Ce traité qui associe dans une dynamique commune les états détenteurs d'armes nucléaires (EDAN) et les états non détenteurs d'armes nucléaires (ENDAN) a aujourd'hui atteint une quasi universalité puisque seuls l'Inde, le Pakistan et Israël n'en sont pas signataires. Il constitue en cela le traité mondial qui suscite la plus forte adhésion. Au cours des années 90, les annonces encourageantes de démantèlement de programmes militaires (Brésil, Afrique du Sud) et les succès enregistrés dans le contrôle des armes des républiques de l'Ex-Urss semblaient avoir confirmé le poids politique de ce traité. En outre, les ambitions des états ayant enfreint le traité comme l'Irak et la Corée du Nord semblaient sérieusement endiguées, les unes par le désarmement imposé après la première guerre du Golfe et les autres par un accord cadre conclu avec les Etats-Unis en 1994.

Néanmoins, au début des années 2000, la satisfaction fait peu à peu place à l'inquiétude avec la découverte souvent fortuite de viols patents du traité par des états signataires tant en ce qui concerne les ENDAN que les EDAN : existence de programmes militaires secrets en dépit des inspections et soutien plus ou moins direct à la prolifération. De surcroît, la mise au jour du réseau de prolifération du Dr Kahn au Pakistan et ses ramifications internationales achèvent de convaincre la communauté internationale des limites de la lutte contre la prolifération telle qu'elle était définie par le TNP. L'affirmation forte de la nouvelle administration Bush de sa volonté d'assurer une lutte contre la prolifération, fût-elle unilatérale, contre les états proliférants semble manifester la prise de conscience américaine des limites de la lutte contre la prolifération telle que le TNP se propose de la réaliser.

L'Asie, par la présence de nombreux états nucléaires en prise à des tensions régionales parfois vives, met en lumière de façon éloquente les limites et les paradoxes de la dynamique initiée par le TNP. Trente cinq ans après sa signature, le bilan du TNP en Asie est en effet assez mitigé. La prolifération nucléaire y a été

importante. La région concentre même tout le spectre des situations possibles face à l'acquisition d'armes nucléaires : pays détenteurs, pays proliférateurs, pays non adhérents au TNP, pays violateurs du TNP, pays « pacifistes », pays « du seuil »...

Le TNP est par conséquent comparable à une « fusée à deux étages », le premier étant chargé de mettre en place l'idée politique de la non prolifération sur la scène internationale et le second, le régime d'inspections, étant chargé de lui donner sa crédibilité technique.

312. Le rôle primordial de l'ISP

Afin d'adapter les stratégies aux menaces d'une ère nouvelle, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Australie et l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ont lancé la « Proliferation security initiative » (PSI) c'est à dire « l'Initiative de sécurité contre la prolifération (ISP) » au sommet d'Evian de juillet 2003 pour interdire le transport de matériels létaux. Ce régime de contrôle du trafic maritime est entré en vigueur et donne satisfaction. Il s'agit d'un système informel de coopération entre les grandes puissances destiné à contrôler les navires susceptibles de transporter des matériaux illicites ou sensibles.

Ces pays partagent les renseignements, surveillent les cargaisons internationales suspectes et procèdent à des exercices militaires conjoints. Il s'agit de fouiller les avions et les navires, de saisir les armes, les missiles et le matériel qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération. Le groupe des pays de l'ISP ne cesse de s'élargir, rendant le commerce des armes illicites de plus en plus difficile. Aujourd'hui, plus de 60 pays soutiennent l'ISP et la participation à cet organisme croît dans chaque région du globe. Non seulement le nombre de participants à l'ISP augmente, mais en plus la coopération s'intensifie à travers les diplomaties, les armées et les services de renseignements. La PSI aide à mettre sur pied des moyens communs permettant d'agir pour arrêter le trafic terrestre, maritime et aérien des armes de destruction massive (ADM). Grâce à leur coopération efficace et discrète, les partenaires de l'ISP réussissent à rendre la tâche de plus en plus difficile et coûteuse à ceux qui se livrent à la prolifération. En vertu de l'ISP, les douaniers et les policiers appliquent de façon novatrice des lois déjà en vigueur et coopèrent pour démanteler les réseaux de la prolifération et pour faire répondre de leurs actions les sociétés de façade qui les soutiennent. Les objectifs de l'ISP comprennent également le déni du financement dont ont besoin ceux qui se livrent à la prolifération des ADM et la poursuite des travaux visant à renforcer les lois concernant la lutte contre le trafic de ces armes aux niveaux national et international.

Grâce à des exercices impliquant des militaires, des policiers, des douaniers, des services du renseignement

et des spécialistes juridiques, un grand nombre de pays partenaires de l'ISP sont en train de mettre au point de nouveaux outils qui leur permettront d'améliorer leurs moyens nationaux et collectifs lorsqu'il s'agit d'intercepter les ADM et les cargaisons de matériels connexes, que ce soit sur terre, en mer, ou dans les airs. Les partenaires de l'ISP accumulent les succès en arrêtant les transbordements de matériels liés aux ADM, en attaquant devant la justice les réseaux se vouant à la prolifération et en fermant les portes des sociétés prête-nom. Le commerce des ADM et des matières connexes représente une menace meurtrière pour la communauté internationale. Depuis le lancement de l'ISP, il est de plus en plus difficile et onéreux pour les pays proliférant d'exercer leur commerce meurtrier. En vertu de cette initiative, les douaniers et responsables de l'exécution de la loi appliquent déjà des lois sur les livres de manière innovatrice et coopèrent comme ils ne l'ont jamais fait auparavant pour perturber les réseaux de prolifération et tenir pour responsables les entreprises de couverture qui les soutiennent. Il s'agit de couper les moyens financiers de ceux qui facilitent le commerce des ADM et de travailler pour renforcer les lois nationales et internationales contre le trafic d'ADM, en conformité avec la Résolution de Sécurité 1540 des Nations Unies. Les Etats-Unis et dix de leurs partenaires ISP ont coopéré sur 11 efforts couronnés de succès. Par exemple, la coopération de l'ISP a permis de stopper le transfert de matériels et d'équipements destinés à des programmes de missiles balistiques dans des pays qui suscitent des préoccupations, y compris l'Iran. Des partenaires ISP, travaillant parfois les uns avec les autres, ont empêché l'Iran de se procurer des marchandises destinées à soutenir ses missiles et ses programmes d'ADM, y compris son programme nucléaire. Et la coopération ISP bilatérale a empêché des programmes de missiles balistiques dans d'autres régions de recevoir les équipements utilisés pour produire du propergol (combustible pour fusée).

32. UN RESEAU EFFECTIVEMENT DEMENTELE

321. L'arraisonnement du BBC China

Les agents des services américains et britanniques du renseignement ont réussi à découvrir le réseau clandestin dirigé par Abdul Qadeer Khan et ont pris plusieurs années pour reconstituer le puzzle de son réseau. Ces services du renseignement ont peu à peu mis à jour la portée de ce réseau et identifié ses principaux experts, agents et financiers. Des agents ont suivi ses transactions et dressé la carte de ses opérations. Ils ont également surveillé les déplacements d'A.Q. Khan et de ses principaux associés. Puis ils ont suivi des membres du réseau aux quatre coins du monde, enregistré leurs conversations, infiltré leurs opérations et mis à jour leurs secrets.

C'est l'ISP qui a fourni le cadre d'action pour l'interdiction en 2003 du bateau BBC China. Cette

interdiction a joué un rôle important dans le démantèlement du réseau A.Q.Kahn ainsi que dans la sage décision prise par la Libye de supprimer ses ADM et ses programmes de missiles à longue portée.

Les services de renseignement américains et britanniques ont identifié un envoi de pièces sophistiquées pour centrifugeuses provenant de l'usine Malaisienne. Ces pièces ont été suivies jusqu'à Doubaï et ont été embarquées sur le BBC China, navire de propriété allemande. Après être passé par le Canal de Suez à destination de la Libye, il a été arraisonné par les autorités allemandes et italiennes, qui y ont trouvé plusieurs conteneurs d'environ 12 mètres de long, dont le contenu était décrit sur le manifeste du navire comme des "pièces mécaniques usagées". En réalité, ils contenaient des pièces sophistiquées pour centrifugeuses. L'interception du BBC China a eu lieu alors que des représentants des autorités libyennes, britanniques et américaines examinaient la possibilité pour la Libye de mettre fin à ses programmes d'armes de destruction massive. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont présenté aux représentants officiels de la Libye ces preuves de l'existence d'un programme nucléaire actif et illicite. La Libye n'était pas le seul client du réseau Khan. D'autres pays ont exprimé un vif intérêt pour les services de ce réseau.

322. La fin des activités illicites du docteur Kahn

Selon le major général Shaukat Sultan Khan, directeur général de l'« Inter Services Public Relations » (ISPR) et porte-parole de l'armée pakistanaise depuis juin 2003, l'Arabie Saoudite a permis au Pakistan d'accroître ses capacités nucléaires. Il reconnaît que certaines fautes ont été commises de la part d'A.Q.Kahn, notamment dans le transfert de certaines technologies, pour des raisons purement financières et il les assume pleinement. Le président pakistanais Pervez Musharraf lui a pardonné après qu'il se soit publiquement excusé.

Démis de ses fonctions le 31 janvier 2004 afin de faciliter une enquête sur la prolifération nucléaire, le père de la bombe pakistanaise et héros national a reconnu le lendemain avoir participé à des fuites technologiques en faveur de l'Iran, la Libye et la Corée du Nord. L'enquête ouverte par les autorités pakistanaises, sur des informations transmises par l'Agence internationale de l'énergie atomique, a révélé les clés d'une énigme qui préoccupe la communauté internationale et pèse sur la sécurité du monde depuis de longues années. Selon les premiers résultats des investigations en cours et des aveux d'ores et déjà enregistrés, il s'avère que le Pakistan a été l'une des principales sources de prolifération nucléaire vers les pays en développement au cours de ces dernières années, et notamment vers l'Iran, la Libye et la Corée du Nord. L'actualité a montré que Tripoli a préféré s'engager dans la voie de la non-prolifération et de la coopération avec les instances internationales plutôt que celle de la confrontation, quitte à renoncer à cet

outil de souveraineté que constitue l'arme atomique. En revanche, l'affaire est toujours tendue avec Pyongyang qui affirme s'en être doté et a choisi d'exercer un chantage nucléaire pour sauvegarder son régime titubant, ainsi qu'avec Téhéran qui a vraisemblablement repris son programme nucléaire militaire. Autrement dit les programmes nucléaires coréen et iranien, qui provoquent tant de préoccupations pour l'administration américaine, seraient d'origine pakistanaise. Et le programme nucléaire auquel la Libye a finalement renoncé aurait également été d'origine pakistanaise. Il aura fallu, pour le dévoiler, la suspension du Dr Abdul Qadeer Khan de ses fonctions de conseiller spécial du Premier ministre suivie quarante-huit heures plus tard de ses révélations selon lesquelles il a admis avoir participé à des transferts de technologies au profit de ces trois pays. Et même de les avoir monnayés, selon une source militaire citée par l'agence Reuters. Il était au centre de l'enquête lancée sur les éventuelles fuites qui alimentaient les réseaux de prolifération internationaux. Mais les soupçons pesaient sur lui depuis plusieurs années, notamment de la part de Washington. En 2001, c'est sous la pression des Etats-Unis qu'il avait notamment été écarté de la direction du principal laboratoire de recherche du pays, le Khan Research Laboratories (KRL), ainsi nommé en son honneur. Selon le témoignage d'un haut responsable militaire pakistanais à l'AFP, le président iranien avait personnellement alerté son homologue pakistanais de l'existence de fuites lors d'un sommet de l'Organisation de la conférence islamique, en Malaisie l'année dernière, mais Pervez Musharraf ne l'avait pas cru. Le ministre de l'Intérieur a affirmé que «jusqu'à présent, il n'a pas été reconnu coupable». Cependant, deux hauts responsables ont fini par reconnaître qu'il était bien le principal suspect et que Abdul Qadeer Khan «faisait figure de personnage de premier plan dans ce commerce de l'ombre». Pour l'islamisme politique, il est celui qui a doté la communauté de la bombe musulmane, de nature là aussi à équilibrer le rapport des forces avec les puissances réputées hostiles, impérialistes et sionistes. A ce titre, sa réputation de héros a largement dépassé les frontières de son propre pays. Ses détracteurs dénoncent d'ailleurs, sous son influence, un détournement de la doctrine atomique pakistanaise au profit d'une défense de l'islam et une récente islamisation des milieux de la recherche nucléaire pakistanaise. Si l'énigme est résolue, la question des sanctions pose un autre type de problème. En effet, la popularité du Dr Abdul Qadeer Khan n'autorise pas le gouvernement pakistanais à agir à son égard avec toute la sévérité promise. D'ailleurs, alors qu'une demi-douzaine d'autres scientifiques soupçonnés de prolifération sont incarcérés, lui-même bénéficie d'un régime de faveur : il a simplement été placé en résidence surveillée. Les retombées de son interrogatoire au plan intérieur pourraient s'avérer ingérables pour le gouvernement. Incontestablement la dimension symbolique du personnage suscite la prudence des autorités. «Toute décision hasardeuse peut provoquer un vaste mouvement de protestation nationale»,

estime un spécialiste indien des questions de défense, Ikram Sehgal, tandis qu'un dirigeant du Département des études stratégiques d'Islamabad déclare que «le vrai défi pour le gouvernement serait l'ouverture de la boîte de Pandore qu'une action (en justice) ouvrirait». La décision de poursuivre en justice Abdul Qadeer Khan relève à présent de l'Autorité nationale de commandement. Cet organe regroupe des dirigeants civils et militaires et il est présidé par le général Musharraf. Ce dernier est très fragilisé par les décisions politiques douloureuses auxquelles il a dû consentir ces dernières années en se rapprochant des Américains, contre l'avis d'une partie de son opinion publique indocile restée proche d'un islamisme radical synonyme de résistance. Pervez Musharraf lui-même vient d'échapper à une série d'attentats. Et on le voit mal renoncer à la voie dans laquelle il s'est engagé au lendemain des attentats du 11 septembre. Le président pakistanais pourra toujours se réfugier derrière le fonctionnement des institutions de son pays pour légitimer les décisions qu'il prendra, nul n'ignore cependant qu'il tient son pouvoir du coup d'Etat de 1999 et que, jusqu'à sa restitution au peuple pakistanais, il est bien seul face à ses responsabilités et notamment face à la décision de juger ou non Abdul Qadeer Khan.

Enfin, on peut se demander comment le Pakistan a-t-il pu être le maillon d'une chaîne qui a contribué à la prolifération nucléaire en toute impunité ? Cela était-il si peu détectable qu'on découvre les faits seulement en octobre 2002, sans doute dix ans après le début des faits.

La première hypocrisie est américaine et date de la première guerre d'Afghanistan. Les Etats-Unis ont fermé les yeux sur le transfert de technologies sensibles de la Chine au Pakistan parce qu'ils avaient besoin de pays dans leur lutte contre les Soviétiques. La première fois où le Pakistan obtient de l'extérieur des technologies sensibles, une certaine neutralité bienveillante l'entoure... Au tournant des années 2000, la même chose se produit. A. Q. Khan dirige alors depuis vingt-sept ans le centre de recherche et de production de la bombe nucléaire à Kahuta, avec une totale autonomie. Cet homme apparaît vraiment comme un agent de prolifération : c'est un homme très influent, aux marges d'action très grandes.

Entre la mi-2001 et les révélations d'octobre 2002, que s'est-il passé ? En juin 2001 les Etats-Unis dénoncent son action à mots à peine couverts, puis plus rien jusqu'en octobre 2002. Le Pakistan est redevenu trop utile, trop indispensable, par rapport à l'Afghanistan et aux islamistes... Les Etats-Unis ont simplement contraint les Pakistanais à mettre A. Q. Khan à la retraite au cours de l'année 2001.

33. UN BILAN CONTRASTE

331. La Corée du Nord menace de développer un programme nucléaire militaire

La Corée du Nord² est sous étroite surveillance. Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Corée du Sud et le Japon s'entendent pour contenir ses ambitions et bloquer toute escalade. Cependant, Pyongyang a défié le monde, a fait des essais de missiles balistiques de longue portée, a admis être en possession d'armes nucléaires et menace d'en fabriquer encore plus. Les partenaires d'Asie « Chine, Japon, Etats-Unis, Corée du Sud, Russie » insistent pour que la Corée du Nord démantèle complètement, irréversiblement et de façon vérifiable ses programmes nucléaires.

Ce pays est le cas le plus exemplaire et le plus dangereux pour le TNP. Aujourd'hui, il a acquis l'impunité et deux réacteurs d'un type que l'on voudrait voir refuser à l'Iran. La sortie mal gérée du TNP aurait un effet dévastateur car elle prouverait que le crime paie. Est-ce que la survie du régime nord-coréen peut être assurée autrement que par ce scénario ? C'est toute la question. Il faut en tout cas que ce soit le Conseil de sécurité qui gère cette situation.

332. Les Iraniens pourraient posséder la bombe d'ici cinq à dix ans

Au regard du système international, l'Iran paraît tout à fait opaque. C'est un pays proliférant nucléaire et balistique de longue date, peut-être même du temps du Shah. L'Iran poursuit une politique de puissance isolée, tout en affichant un comportement qui était globalement conforme à la norme et aux prescriptions de l'AIEA, jusqu'à la découverte de deux usines clandestines. La pression conjointe des Etats-Unis et de l'Union européenne (visite du trio européen « France, Allemagne, Grande-Bretagne » à Téhéran en octobre 2003) sur l'Iran l'a amené à accepter dans un premier temps les inspections « intrusives » de l'Agence internationale de l'énergie atomique, même si la République islamique l'a fait de mauvaise grâce. Les Etats-Unis et l'union Européenne sont en train d'œuvrer avec leurs alliés et l'Agence internationale de l'énergie atomique afin de s'assurer que l'Iran respecte ses engagements et ne fabrique pas d'armes nucléaires. Cependant, depuis début 2006, le gouvernement iranien refuse ouvertement d'abandonner un programme d'enrichissement d'uranium qui lui permettrait de se doter d'armes nucléaires. Sauf imprévu, le dossier iranien devrait être transféré à l'ONU car le conseil de sécurité est seul habilité à prendre des sanctions.

Aujourd'hui, il est difficile de pronostiquer l'incidence qu'aurait l'accès officiel de l'Iran à un statut nucléaire. Mais, il ne paraît pas non plus évident que l'Iran souhaite un jour se découvrir. Au contraire, un statut de l'ambiguïté, du type israélien, a peut-être leur préférence.

² [3] La Corée du Nord a annoncé en 2003 son retrait du TNP.

333. La Libye a cessé tout programme nucléaire

A cet égard, la Libye constitue un véritable modèle. En décembre 2003, au terme de tractations secrètes avec Washington et Londres, le régime du colonel Kadhafi dévoile son programme, le jour même où il y renonce, en échange de son retour dans le concert des nations.

En décembre 2003, le colonel Kadhafi a convenu volontairement de mettre fin à ses programmes d'armements nucléaire chimiques, de ne pas entreprendre de programmes d'armements chimiques et d'autoriser des inspections complètes de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Les Etats-Unis et le Royaume-Uni travaillent actuellement en partenariat avec ces organisations pour aider le gouvernement libyen à démanteler ces programmes et à éliminer tous les matériaux dangereux. Toutes ces mesures proviennent du désir de la Libye de ne plus rester isolée politiquement sur la scène internationale et de sortir de ses difficultés économiques. Il serait souhaitable que d'autres régimes suivent son exemple.

334. Malgré une prolifération relativement contenue, les risques demeurent

Tout d'abord, les pays proliférant sont traités de manières très différentes. En Irak, les armes ont parlé et ce pays est complètement hors jeu après deux guerres, un embargo, une série d'inspections et désormais, la présence de troupes occidentales sur son sol. En revanche, en Libye le dialogue a porté ses fruits. L'Iran, le Pakistan et la Corée du Nord sont tenus rênes courtes par la communauté internationale, chacun à sa façon. Le pragmatisme l'a emporté sur les grands systèmes multilatéraux de désarmement, comme les éternelles négociations de Genève. Jusqu'à présent, ce principe a démontré une relative efficacité. Depuis 1998, année des essais nucléaires indiens et pakistanais, aucun pays n'a accédé à la puissance atomique. Les installations sensibles de l'ex-Union soviétique font l'objet d'une grande vigilance des Américains. Dans les pays sensibles, les matières fissiles, souvent à usage scientifique, sont récupérées. Ainsi, durant l'été 2002, une opération conjointe russo-américaine a permis d'évacuer du centre nucléaire de Vinca, à Belgrade, un stock d'uranium enrichi. Discrètement, les autorités françaises ont fait de même, pendant l'été 2003, à l'université d'Abidjan (Côte-d'Ivoire). Cet uranium avait été donné par la France dans les années 1980 au département de physique. Les troubles politiques ont incité les autorités françaises à le placer en lieu sûr, c'est-à-dire à le rapatrier en France. A l'exception des lettres à l'anthrax qui ont semé la panique aux Etats-Unis (2001), aucun cas d'utilisation d'ADM n'a été signalé depuis l'attentat du métro de Tokyo en 1995. Et pourtant, les conflits et les actions terroristes ne manquent pas. Les armes de destruction massive semblent contenues. Les rares Etats à la fois capables et désireux de s'en doter sont, globalement,

sous contrôle de la communauté internationale, par le biais de l'AIEA, de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) et des services de renseignement des grandes puissances occidentales. Et pour le cas où ce contrôle viendrait à faillir, l'intervention en Irak a fait passer le message de Washington : l'Amérique peut entrer en guerre à tout moment, même sans bénédiction de l'ONU. Quant aux groupes terroristes, ils n'ont jusqu'à présent pas fait montre d'une quelconque capacité dans ce domaine et il n'existe aucun courant d'échanges établi entre des Etats et des groupes rebelles. Certes, le risque existe ; mais la communauté internationale n'est pas, pour l'instant, confrontée à une menace prégnante d'utilisation d'ADM.

Cette situation est compréhensible. Plutôt que de se lancer dans des aventures coûteuses, hautement techniques et aux résultats aléatoires, les organisations terroristes préfèrent s'en tenir à des activités rentables et sûres en termes de destruction : attentats à la bombe, comme on vient encore de le voir à Madrid, détournements d'avions pour le 11 septembre, attaques-suicides commises par des fanatiques... De plus, remarquons que les groupes terroristes ne sont encore jamais parvenus à abattre un avion avec un missile sol-air portable, type Sam-7 ou Mistral, des engins pourtant largement répandus et bien moins difficiles à utiliser que des ADM.

Indéniablement contenue, la prolifération des ADM n'a pas pour autant été totalement éliminée. Si le système actuel venait à périlcliter, rien ne s'opposerait à une prolifération massive, notamment en matière nucléaire, la bombe atomique étant la seule arme qui confère immédiatement un statut hors normes à son détenteur. Le TNP pourrait être jeté aux oubliettes, comme l'a été le traité ABM (antimissile) sans susciter beaucoup d'émotion. Aujourd'hui, de nombreux pays se trouvent potentiellement au seuil du nucléaire, à l'instar du Japon ou de l'Arabie saoudite.

Si la Corée du Nord accédait explicitement au statut nucléaire, Tokyo pourrait être tenté de revoir sa doctrine de défense. Longtemps tabou, le débat est aujourd'hui ouvert dans la classe politique japonaise. Techniquement, l'archipel nippon possède suffisamment de plutonium, souvent en provenance de l'usine de La Hague, des capacités industrielles et scientifiques considérables et une technologie spatiale permettant la construction de missiles stratégiques. Accéder au statut nucléaire pourrait donc être, pour Tokyo, l'affaire de quelques mois. La Corée du Sud ou Taïwan, dans un contexte différent, ne peuvent pas ne pas se poser ce genre de question...

Au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite observe avec une grande inquiétude l'évolution de son voisin iranien. Si la République islamique devient une puissance atomique, le royaume wahhabite révisera sa doctrine de sécurité. Dans les années 1980, l'Arabie saoudite a acquis des missiles sol-sol chinois, dont personne n'a

jamais vraiment compris à quoi ils lui servaient, et elle a, selon toute vraisemblance, largement financé la bombe islamique pakistanaise. Comme en Asie, l'effet " boule de neige " jouerait alors et des pays comme l'Egypte ou l'Algérie pourraient suivre, ouvrant la voie à une nouvelle course aux armements. Mais, on l'a vu, en matière d'ADM, le pire n'est pas toujours sûr.

Conclusion

Enfin, l'affaire du réseau trafic A.Q.Kahn a moins surpris par l'implication de son personnage central, sur lequel pesait depuis plusieurs années des soupçons, que par l'étendue de cette multinationale, par le nombre et la variété des intermédiaires et par la sophistication des méthodes utilisées. Les contours exacts du réseau Khan n'ont toujours pas été entièrement établis. S'il paraît difficile d'imaginer que d'autres organisations comparables puissent exister, il ne peut en revanche être exclu que certaines ramifications de ce réseau perdurent ou que des activités d'une moindre échelle mais du même type puissent apparaître. La capacité de constituer des filières très difficiles à contrecarrer est en tous cas démontrée, même si, dans le cas particulier et en dépit des assurances fournies par l'intéressé lors de sa confession publique, il est hautement probable qu'une partie au moins de ses activités n'était pas inconnue d'autorités étatiques.

Plus généralement, cette affaire montre l'enjeu considérable que représente l'instauration de contrôles étatiques efficaces sur les exportations d'équipements sensibles (ISP), alors qu'ils sont très insuffisants, voire inexistant, dans de nombreux pays, qu'il s'agisse de pays en développement ou de l'ex-URSS.

Les gouvernements du monde entier ont œuvré en étroite coopération avec les Américains pour démanteler le réseau Khan et pour mettre fin à ses agissements criminels. A. Q. Khan a avoué ses crimes et ses principaux associés ont dû cesser leurs activités. Le gouvernement du Pakistan interroge actuellement les membres du réseau et recueille auprès d'eux des détails critiques qui lui permettront de prévenir toute récurrence de leur part. Le président Musharraf a promis de partager tous les renseignements qu'il obtiendra sur le réseau Khan et a assuré que son pays ne serait plus jamais une source de prolifération.

M. Tahir est en Malaisie, où les autorités enquêtent sur ses activités. Les autorités Malaisiennes ont assuré que l'usine utilisée par le réseau avait cessé de produire des pièces pour centrifugeuses. Quant aux autres membres du réseau encore en liberté, ils sont recherchés afin qu'ils ne puissent plus nuire.

Mais il reste deux problèmes. D'abord, le réseau mis en place par Khan peut encore servir pour des importations pakistanaises. Il n'est pas certain en effet que le pays soit dans une situation d'autosuffisance et il peut être utilisé par d'autres pays. A. Q. Khan disait que ce qu'il avait ramené de plus précieux des Pays-Bas était son carnet d'adresses. Il n'est pas certain qu'il l'ait gardé pour lui. Ensuite, une interrogation

demeure sur l'aptitude du système pakistanais à empêcher tout transfert d'expertise et de savoir-faire de la part de certains scientifiques ou ingénieurs. Certains précédents incitent au scepticisme. Toute la lumière n'a pas été faite sur les voyages en Afghanistan de Sultan Bashiruddin Mahmood et Chaudry Abdul Majid ni sur les liens avec Al-Qaeda de deux autres scientifiques pakistanais liés au programme nucléaire, Sulaiman Asad et Muhamed Ali Mukhtar (envoyés en Birmanie fin 2001) pour échapper à la curiosité américaine.

SOURCES

- Table ronde sur la prolifération nucléaire : la filière Pakistan - Corée du nord et ses implications. Intervention de François GODEMENT (Chercheur associé, IFRI) et de Christophe JAFFRELOT (Directeur, CERI). Novembre 2005
- Mémoire de géopolitique sur l'Asie : « La prolifération nucléaire en Asie menace-t-elle l'avenir du TNP ? » par le Capitaine de frégate Pierre VANDIER (Marine nationale, France, 12^e promotion du CID) 2005.
- Article de Françoise CHIPAUX : « L'inquiétant Dr Khan ». **Le Monde**, samedi 21 **Février** 2004.
- Annexe au procès-verbal de la séance du 30 juin 2004 du Sénat au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la prolifération nucléaire, par M. Xavier de VILLEPIN (sénateur).
- Article de Bruno TERTRAIS, Maître de recherche à la Fondation pour la recherche Stratégique (23 novembre 2005) sur « L'affaire A. Q. Khan, deux ans après ».

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
1. UN RESEAU INTERNATIONAL STRUCTURE ET SOUTENU	5
11. Naissance d'un réseau lié au programme nucléaire pakistanais	5
<i>111. La genèse du programme nucléaire pakistanais</i>	5
<i>112. Le Dr. Kahn : un des artisans de l'arme nucléaire pakistanaise</i>	6
<i>113. Un réseau trafic international</i>	9
12. Les trois principaux clients : la Corée du Nord, l'Iran et la Libye	11
<i>121. La Corée du Nord</i>	11
<i>122. L'Iran</i>	11
<i>123. La Libye</i>	12
<i>124. Les autres pays contactés</i>	12
2. LES MOTIVATIONS DU DR. KAHN ET LES RESULTATS DE CE NOUVEAU MODE DE PROLIFERATION	12
21. Les principales motivations du docteur Kahn ?	12
<i>211. Assurer la légitimité de son rôle</i>	13
<i>212. L'enrichissement personnel</i>	13
<i>213. Une aide à d'autres pays musulmans</i>	14
22. Une prolifération réelle et étendue issue d'une volonté personnelle et d'une politique d'Etat	14
<i>221. Des échanges avec la Corée du Nord</i>	14
<i>222. Une coopération en trois temps avec l'Iran</i>	16
<i>223. Le rôle clé du Dr Kahn dans les échanges avec la Libye</i>	17
23. Des armes difficiles à développer	18
3. UN RESEAU DEMANTELE MAIS UNE PROLIFERATION NON MAITRISEE	19
31. Une volonté de lutter contre le réseau A.Q.Kahn	19
<i>311. La faible efficacité du TNP</i>	19

<i>312. Le rôle primordial de l'ISP</i>	20
32. Un réseau effectivement démantelé	21
<i>321. L'arraisonnement du BBC China</i>	21
<i>322. La fin des activités illicites du docteur Kahn</i>	22
33. Un bilan contrasté	24
<i>331. La Corée du Nord menace de développer un programme nucléaire militaire</i>	24
<i>332. Les Iraniens pourraient posséder la bombe d'ici cinq à dix ans</i>	25
<i>333. La Libye a cessé tout programme nucléaire</i>	26
<i>334. Les risques de prolifération nucléaire demeurent</i>	26
CONCLUSION	28
SOURCES	30